

Référendum en Nouvelle-Calédonie : “Les accords de Matignon ont été notre solution, ils deviennent notre prison”

Pour ou contre l'indépendance ? Après une campagne tendue, les Calédoniens en décideront lors d'un vote, le 4 octobre. Pour éclairer les enjeux de ce scrutin, “Télérama” a rencontré Jenny Briffa, autrice de deux spectacles à succès sur la société calédonienne, qui a su capter les frustrations, les urgences et les espoirs de sa génération. Entretien sans non-dits, ni langue de bois.

Par Propos recueillis par Olivier Milot

Publié le 01 octobre 2020 à 19h00
Mis à jour le 08 décembre 2020 à 00h14

Son premier spectacle, *Fin mal barrés*, avait remporté en Nouvelle-Calédonie un énorme succès. Alors Jenny Briffa en a écrit un second, *Fin mal géré !*, à voir en exclusivité jusqu'au 4 octobre sur [telerama.fr](https://www.telerama.fr). Ce nouveau one-man show moque avec humour et une absolue liberté de ton les grands et petits travers de la société calédonienne et de sa classe politique. L'accueil du public a de nouveau été enthousiaste et, au terme d'une longue tournée, la trentenaire journaliste et autrice s'apprête, comme plus de 180 000 de ses compatriotes, à se rendre aux urnes le 4 octobre pour un nouveau référendum d'autodétermination. Un vote sous tension qui se déroule dans une grande indifférence médiatique, alors qu'il est crucial pour l'avenir du Caillou et de ses habitants ; et qu'une partie de la jeune génération – à laquelle appartient Jenny Briffa – se sent à l'étroit dans un processus d'indépendance issu des accords de Matignon qui enferme les Calédoniens dans un choix binaire, dont beaucoup aimeraient sortir une bonne fois pour toute. Et si on les écoutait ?

Pourquoi avoir choisi de donner une suite à votre premier spectacle ?

Il y avait une forte demande du public calédonien après le succès de *Fin mal barrés*. J'ai pourtant hésité à écrire une suite car Maïté Siwene, qui en était l'interprète, ne souhaitait pas continuer. Je ne me voyais pas me lancer dans cette nouvelle aventure sans elle. Au-delà de nos liens amicaux, il était confortable que la pièce soit jouée par une Kanak et écrite par une Européenne. On était inattaquables. Sans elle, l'exercice était plus délicat mais, à un moment donné, j'ai ressenti la nécessité de faire entendre une autre voix.

À l'issue des dernières élections provinciales, j'ai vu les positions des loyalistes et des indépendantistes se durcir, et se profiler le scénario d'une longue campagne où les politiques allaient focaliser notre attention sur ce qui nous sépare, sans qu'aucune voix ne

s'élève pour dire aussi notre désir de vivre ensemble. C'est pour cette raison que j'ai monté ce spectacle, pour donner une respiration à cette envie d'un avenir commun.

À quoi ressemble ce nouveau one-man show ?

Il raconte l'histoire de Hussein Wobama, un métis 100 % kanak du côté de son père, et kabyle, germanique, caldoche du côté de sa mère. Un pur Calédonien en somme. Une partie de sa famille est indépendantiste, l'autre loyaliste, lui ne sait pas pour qui voter. Il va essayer de trouver une réponse en interrogeant ses amis, sa famille. La pièce va jouer de tous ses questionnements et hésitations pour explorer les contradictions de la société calédonienne.



Stéphane et Jenny Briffa au centre Tjibaou. Céline Marchal

Comment ce spectacle à la fois critique et bienveillant a-t-il été accueilli ?

Très bien, que ce soit à Nouméa dans des salles européennes, en brousse, ou en tribu. Partout, nous avons fait salle comble. Les gens aiment rire de nos politiques mais aussi d'eux-mêmes. Les plus jeunes ont été sensibles à la dimension « politique » du propos quand le personnage affirme qu'à l'avenir « *il n'y a pas deux voies, mais mille* ». Un soir, une jeune femme m'a dit à ce sujet : « *Vous parlez pour nous. Je ne supporte plus qu'on nous enferme dans un choix binaire qui ne veut rien dire.* » Des spectateurs plus âgés ont, eux, été touchés par le rappel constant dans le texte de l'attachement atavique que nous avons tous pour notre pays.

Comme mon personnage est métis, tout le monde peut se l'approprier et, comme il est indécis, il ne dévalorise pas la parole de l'autre, d'où qu'elle vienne. De cette manière, chacun peut se mettre dans la tête de l'autre et se rendre compte que ce qu'il pense a sa logique. Le spectacle donne ainsi la possibilité de penser contre soi-même et de réaliser, comme disait Nietzsche, que parfois les convictions sont aussi des prisons.

Avez-vous pu vous produire partout où vous le souhaitiez ?

Non, il y a eu deux annulations. L'une à Canala dans un fief indépendantiste, l'autre à Lifou *[dans les îles Loyauté, ndlr]*. Des élus prétextant que la proximité du référendum leur interdisait de programmer la pièce. J'ai essayé de les convaincre que ce n'était pas un spectacle militant. En vain. Du coup, la compagnie a offert une date gratuite sur l'île d'Ouvéa *[lieu de la prise d'otages sanglante d'avril 1988 qui, comme Lifou, fait partie de la province des îles Loyauté, ndlr]*.

“On est des névrosés de l'identité en Nouvelle-Calédonie.”

Critiquer les pouvoirs même avec une certaine bienveillance, est-il un exercice habituel et facile en Nouvelle-Calédonie ?

Ni habituel ni facile. La Nouvelle-Calédonie n'a pas été qualifiée par hasard de « pays du non-dit », par Louis-José Barbançon. L'expression est restée et elle est toujours vraie. Nous sommes un petit territoire où beaucoup de gens se connaissent. Critiquer, c'est toujours prendre le risque de critiquer quelqu'un qu'on connaît.

La question identitaire et l'attachement viscéral de tous les Calédoniens à leur pays est omniprésente dans votre pièce, pourquoi ?

Il y a beaucoup de moi et de mes questionnements dans ce spectacle. J'avais besoin de dire à mon pays et notamment à la frange kanak indépendantiste, la douleur que l'on peut ressentir à ne pas être noire en Nouvelle-Calédonie. Eux seront toujours d'ici et personne ne pourra remettre ça en cause. Nous, les autres, tous les autres, on peut toujours nous dire que nous ne sommes pas vraiment d'ici, et ça c'est une faille que rien ne pourra combler. Nous savons bien qu'ils sont le peuple premier et que nous ne sommes que des pièces rapportées, mais j'avais besoin d'exprimer à quel point j'aime ce pays autant qu'eux. Dans l'équipe du spectacle, nous avons du sang d'Europe, d'Afrique du Nord, d'Afrique noire, d'Amérique, d'Asie. Nous sommes de partout, mais nous sommes d'ici. On le dit sans le revendiquer, même si c'est parfois douloureux. On est des névrosés de l'identité en Nouvelle-Calédonie.



À Netchaot, dans le nord de la Grande Terre. Jenny Briffa

C'est pour cette raison que le spectacle insiste beaucoup sur la notion de "vivre-ensemble"...

Le « vivre-ensemble » existe davantage qu'on ne le croit, qu'on ne le dit nous-mêmes, et que les observateurs extérieurs ne le pensent. Il ne se résume pas à une incantation, c'est une réalité. Le problème, c'est qu'on ne met pas de mots dessus, on l'étouffe et, du coup, on donne l'impression qu'il n'existe pas. Alors bien sûr, il est imparfait ; bien sûr, il existe des lieux où les gens ne se mélangent pas ; bien sûr il reste de fortes inégalités mais, qu'on le veuille ou non, notre identité se « créolise » au sens où l'entendait l'écrivain antillais Édouard Glissant : « *Je peux changer en échangeant avec l'autre, sans me perdre pourtant ni me dénaturer.* »

Le spectacle montre cette Calédonie qui se « créolise ». Un pays dont nombre d'habitants partagent des référentiels communs, des expressions communes, une même forme d'humour, une tendresse et un regard pour l'autre. Nous sommes tout de même le seul peuple au monde capable de parler, juste en se regardant, avec des coups de sourcils !

La classe politique calédonienne n'a elle-aussi que les mots de "destin commun" et "de vivre-ensemble" à la bouche, pourquoi tant de belles intentions n'ont-elles pas encore débouché sur un avenir plus consensuel ?

Les politiques instrumentalisent ces notions et il existe un problème de regard – ou plutôt d'égalité de regard – des responsables politiques sur les différentes communautés. Une grande partie de la classe politique loyaliste ne considère toujours pas la culture et la pensée kanaks comme étant de même valeur que les nôtres. À l'inverse, du côté des indépendantistes, certains nous renvoient toujours à une pensée colonialiste. Or, pour que le dialogue existe, il faut se considérer à égalité.

"Je ne me sens ni loyaliste, ni indépendantiste, juste dialoguiste."

Quel jugement portez-vous sur cette deuxième campagne référendaire ?

Elle a été plus dure que la précédente. Les deux grands partis de chaque tendance – loyaliste et indépendantiste – ont radicalisé leur discours. Les résultats du premier référendum avaient été une douche froide pour les loyalistes. Ils pensaient de façon arrogante qu'ils allaient écraser la revendication indépendantiste et les résultats avaient été plus serrés que prévu [56,7 % contre 43,3 %, *ndlr*]. Du coup, alors qu'on était plutôt dans une dynamique de dialogue en 2018, ce n'est plus le cas. Depuis quelques jours, je vois des cortèges de voiture se former avec les loyalistes et les indépendantistes se défier à coup de drapeaux français et kanak.

Mais moi, je les aime à égalité ces drapeaux et ça me déchire de les voir utilisés comme des armes alors qu'ils sont porteurs de valeurs universelles. Je ne crois qu'au dialogue et à la parole, alors je suis allée chercher du réconfort dans le si beau texte d'Albert Camus, *Lettre à un militant algérien*, qui reste d'une pertinente actualité. « *Et pourtant, vous et moi, qui nous ressemblons tant, de même culture, partageant le même espoir, fraternels depuis si longtemps, unis dans l'amour que nous portons à notre terre, nous savons que nous ne sommes pas des ennemis et que nous pourrions vivre heureusement, ensemble, sur cette terre qui est la nôtre. Car elle est la nôtre et je ne peux pas plus l'imaginer sans vous et vos frères que sans doute vous ne pouvez la séparer de moi et de ceux qui me ressemblent. Vous l'avez très bien dit, mieux que je ne le dirai : nous sommes condamnés à vivre ensemble.* »



Jenny Briffa, en discussion, par Zoom, avec le metteur en scène Frédéric Andrau, coincé à Paris à cause du Covid.
Céline Marchal

Vous personnellement, qu'attendez-vous de ce vote ?

Qu'il passe. Je suis juste curieuse du résultat dont j'aurais peine à dire ce qu'il sera. Je ne me sens ni loyaliste, ni indépendantiste, juste dialoguiste. Et à nouveau, je me retrouve dans Camus quand il disait : « *Est-ce qu'on peut faire le parti de ceux qui ne sont pas sûrs d'avoir raison ? Ce serait le mien. Dans tous les cas, je n'insulte pas ceux qui ne sont pas avec moi. C'est ma seule originalité.* »

Le "vivre-ensemble" que vous défendez est-il soluble dans ces référendums à répétition prévus par les accords de Matignon ?

Cette campagne qui pousse nos dirigeants politiques à nous diviser montre le contraire. C'est d'autant plus absurde que nous savons tous qu'à un moment ou un autre, il faudra trouver un accord. Nous sommes nombreux, notamment parmi les jeunes, à rêver d'une troisième voie, à penser que nous perdons notre temps avec ces référendums qui enferment ceux qui sont dans une volonté de dialogue, dans une forme d'impasse. Beaucoup de Calédoniens savent bien qu'un jour ou l'autre ce pays sera indépendant, ça ne veut pas dire qu'ils soutiennent l'indépendance, mais qu'elle leur semble inscrite dans le sens de l'Histoire. Dans l'immédiat, il faut rediscuter les conditions de la souveraineté, trouver des passerelles acceptables de part et d'autre. Ma génération a été nourrie par trente années d'application des accords de Matignon. Elle a une vision moins caricaturale que nos anciens de notre situation et l'envie de passer à autre chose. Ces accords ont été notre solution, ils sont en train de devenir notre prison.

Malgré une politique volontariste de rééquilibrage menée depuis trente ans, les inégalités sont encore très fortes en Nouvelle-Calédonie. À qui la faute. Aux loyalistes qui dominent le Congrès depuis des années ? Aux indépendantistes kanaks qui dirigent deux provinces ?

Elle est largement partagée. On a parfois l'impression qu'on cultive ici la médiocrité, qu'on manque d'ambition pour nous-mêmes et pour notre pays. Sans compter que nos élus ne regardent le monde qu'à travers le prisme de la Nouvelle-Calédonie, alors que se jouent actuellement des enjeux universels tellement importants qui dépassent de loin le seul cadre calédonien.

Y a-t-il un problème de renouvellement de la classe politique ?

Oui, c'est particulièrement vrai chez les indépendantistes où aucun jeune n'a émergé. Moins chez les loyalistes, où il y a eu un rajeunissement d'âge mais malheureusement pas d'idées. À notre décharge, nous ne sommes pas nombreux. Beaucoup de Calédoniens de toutes les communautés sont partis faire des études à l'étranger et ne sont pas rentrés. Ils nous manquent.

“Il faut en finir des deux côtés avec les stéréotypes et les analyses simplificatrices qui nous déresponsabilisent.”

À propos de la Nouvelle-Calédonie, vous êtes la coautrice d'une tribune publiée dans *Le Monde* appelant à “abandonner les grilles de lectures des années 1980” et à avoir le “courage de la nuance”, qu'entendez-vous par là ?

Il faut sortir de l'imposture intellectuelle réduisant l'analyse de la situation calédonienne à l'existence d'un système colonial institutionnalisé, où le peuple kanak serait aujourd'hui encore opprimé. Il n'y a plus de système d'oppression en Nouvelle-Calédonie, ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe plus de stigmates de la colonisation. Avoir le courage de la nuance, c'est pour les indépendantistes arrêter de se victimiser avec le discours colonial et, pour les loyalistes, admettre que si les stigmates de la colonisation sont encore aussi importants, c'est parce qu'ils n'ont pas su accompagner suffisamment les réformes pour protéger une minorité de grandes familles.

Des deux côtés, il faut en finir avec les stéréotypes et les analyses simplificatrices qui nous déresponsabilisent. Allons voir dans le détail ce qui achoppe dans notre complexe société calédonienne, posons les bons diagnostics pour adopter les bons remèdes, et laissons tomber cette grille de lecture des années 1980 qui nous fait perdre du temps. C'est la seule façon de réformer enfin efficacement notre pays, de consolider ce vivre-ensemble, et d'éradiquer les injustices les plus criantes.

Pourquoi la société civile prend-elle si peu la parole en Nouvelle-Calédonie ?

Prendre la parole, chez nous, n'est jamais anodin. Il existe une double culture du silence. Chez les Kanaks, tout le monde ne prend pas la parole. Il faut être désigné pour le faire ou se sentir autorisé à pouvoir la prendre. Et même dans ce cas, il y a souvent quelqu'un pour te demander : mais qui es-tu toi pour parler ? Chez les Européens, l'histoire du bagne est une mémoire grosse de non-dits qui a également

favorisé une culture du silence. Sans oublier une troisième raison qui est de l'ordre de la colonisation des esprits. On se demande toujours si on est assez intelligent pour parler, si ce qu'on a à dire est intéressant. On a toujours l'impression que le métropolitain saura mieux que nous, que son avis est plus travaillé. Nous avons encore ce complexe du colonisé.

Nouvelle-Calédonie : adieu la France ?